

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

23 novembre 2020

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

condamnant les déclarations de M. Mahathir Mohamad, ancien premier ministre malaisien, concernant les attentats terroristes islamistes en France

(déposée par Mme Barbara Pas et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

23 november 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

ter veroordeling van de uitspraken van de Maleisische oud-premier Mahathir Mohamad omtrent de islamitische terreuraanslagen in Frankrijk

(ingediend door mevrouw Barbara Pas c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 16 octobre 2020, dans la commune française de Conflans-Sainte-Honorine, le professeur d'histoire Samuel Paty a été décapité dans la rue par un terroriste musulman tchétchène. Le seul crime de ce professeur fut d'avoir donné un cours sur la liberté d'expression au cours duquel il a montré la fameuse caricature de Mahomet qui, en 2015, avait déjà été à l'origine d'un attentat sanglant perpétré par des djihadistes contre la rédaction de *Charlie Hebdo*. M. Paty est ainsi involontairement devenu un martyr de la liberté d'expression, qui est l'une des principales pierres angulaires non seulement de la France mais aussi de tout notre modèle occidental de civilisation laïque et démocratique.

Le jeudi 29 octobre 2020, le fondamentalisme islamique a de nouveau frappé de manière sauvage, lorsqu'un terroriste musulman tunisien de 21 ans a assassiné trois personnes à l'aide d'un couteau dans la basilique Notre-Dame de Nice: deux femmes et un homme ont été tués et une femme a été partiellement décapitée. L'auteur serait un migrant clandestin qui se serait rendu en France en passant par Lampedusa.

Deux jours plus tard seulement, le samedi 31 octobre 2020, un prêtre grec orthodoxe a été abattu après son service religieux à Lyon, toujours en France.

Enfin, le 2 novembre 2020, en guise d'apothéose, un autre attentat terroriste islamiste a été perpétré à Vienne, faisant cette fois quatre morts et dix-sept blessés. L'auteur serait un Macédonien ayant la double nationalité.

La décapitation brutale de Samuel Paty a finalement abouti à une réaction plus ou moins énergique du président français, Emmanuel Macron, réaction visant explicitement le terrorisme et le fondamentalisme islamiques. M. Macron avait déjà déclaré auparavant que l'Islam était "en crise" mais, cette fois, il a pointé, de manière un peu plus précise que nombre d'autres chefs de gouvernement européens, la menace existentielle que constituent l'islamisme et le terrorisme qui y est associé. M. Gérald Darmanin, ministre français de l'Intérieur, a ensuite entamé une offensive en vue de dissoudre les organisations islamiques entretenant des liens avec le salafisme, par exemple sous la forme de financements étrangers. Le gouvernement français a également fait part de son intention de renforcer sa surveillance de la communauté tchétchène et d'expulser 231 fondamentalistes islamiques.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 16 oktober 2020 werd in de Franse gemeente Conflans-Sainte-Honorine geschiedenisleraar Samuel Paty op straat onthoofd door een Tsjetsjeense moslimterrorist. Zijn enige misdaad was een les over de vrijheid van meningsuiting organiseren, in het kader waarvan hij de beruchte Mohammedcartoon toonde, waarvoor reeds een bloederige aanslag werd gepleegd door jihadisten in 2015 op de redactie van *Charlie Hebdo*. Op deze manier werd Paty ongewild een martelaar van de vrije meningsuiting, één van de fundamenteelste hoekstenen van niet enkel Frankrijk maar van heel ons westers seculier democratisch beschavingsmodel.

Donderdag 29 oktober sloeg het islamfundamentalisme opnieuw wild om zich heen. Een 21-jarige Tunesische moslimterrorist vermoordde in de Franse stad Nice drie mensen met een mes in de basiliek van Notre-Dame. Twee vrouwen en een man werden om het leven gebracht, waarbij één vrouw gedeeltelijk onthoofd werd. Hij zou als illegale migrant via Lampedusa naar Frankrijk zijn gereisd.

Slechts twee dagen later, op zaterdag 31 oktober 2020, werd een Grieks-orthodoxe priester neergeschoten na zijn kerkdienst in Lyon, opnieuw in Frankrijk.

Als klap op de vuurpijl werd op 2 november 2020 in Wenen weer een islamitische terreuraanslag gepleegd, ditmaal met vier dodelijke slachtoffers en zeventien gewonden als tol. De dader zou een Macedoniër zijn met de dubbele nationaliteit.

De brutale onthoofding van Samuel Paty leidde uiteindelijk tot een min of meer daadkrachtige reactie van de Franse president, Emmanuel Macron, die expliciet gericht was tegen islamitisch terrorisme en fundamentalisme. Eerder gaf Macron al te kennen dat "de islam in crisis verkeerde" en nu benoemde hij de existentiële bedreiging van islamisme en bijbehorend terrorisme toch al met iets meer precisie dan heel wat andere Europese regeringsleiders. Frans minister van Binnenlandse Zaken, George Darmanin, startte dan ook een offensief om islamitische organisaties die banden onderhouden met salafisme, bijvoorbeeld in de vorm van buitenlandse financiering, op te doeken. Tevens zal de Franse regering meer supervisie op de Tsjetsjeense gemeenschap houden en 231 islamfundamentalisten uitzetten.

Les chefs de gouvernement des 27 États membres de l'Union européenne ont condamné l'assassinat de Samuel Paty et les attentats de Nice, et les ont qualifiés d'atteintes aux valeurs européennes. La présidente de la Commission européenne, Mme Ursula von der Leyen, et le président du Conseil européen, M. Charles Michel, ont également condamné ces attentats et exprimé leur soutien au président français.

Les réactions en provenance du monde musulman ont cependant été d'une tout autre nature. L'habituel slogan relativiste et creux selon lequel "la violence et le terrorisme doivent toujours être condamnés et sont présents dans toutes les religions" a aussitôt été suivie d'une condamnation de la politique du président Macron à l'égard du terrorisme islamiste visant la France.

Selon ces critiques, il serait "islamophobe" de montrer et de défendre les caricatures de Mahomet et de combattre le salafisme et le djihadisme, et cela ne ferait qu'aggraver la situation. La Ligue islamique mondiale a condamné ces attaques, mais elle a aussi appelé à ne pas insulter l'islam et le prophète Mahomet, arguant que cela inciterait à la haine et à la violence. De nombreux pays musulmans ont condamné la réaction française à l'égard du fondamentalisme islamique et des caricatures de Mahomet, et préconisé de limiter la liberté d'expression lorsqu'elle risque de porter atteinte à l'islam ou au Prophète.

L'Algérie, le Bangladesh, la Jordanie, l'Égypte, le Maroc, l'Arabie Saoudite, le Pakistan, la Malaisie et l'Iran ont réaffirmé leur opposition à l'État de droit démocratique, libre et laïque, et plusieurs pays musulmans ont même réagi en boycottant des produits français.

La réaction la plus choquante et la plus menaçante en provenance du monde musulman est venue de M. Mahathir Mohamad, ancien premier ministre de Malaisie, qui n'a pas hésité à déclarer sur Twitter que "[l]es musulmans [avaient] le droit d'être en colère et de tuer des millions de Français pour tous les massacres commis dans le passé". Dans les autres messages adressés par M. Mahathir à ses 1 300 000 abonnés sur Twitter, il a indiqué, renvoyant au meurtre de Samuel Paty, que les musulmans avaient le droit de punir les Français parce que la France a blâmé l'ensemble des musulmans pour un acte commis par une seule personne. Il a également déclaré que les Français "devraient apprendre à leurs enfants comment respecter les sentiments des autres". Par le passé, l'ancien premier ministre malaisien avait déjà été mis en cause à la suite de déclarations relativisant l'holocauste ou concernant les droits des personnes LGBT. Depuis lors, son message visant les citoyens français a été supprimé sur Twitter.

De regeringsleiders van de 27 EU-lidstaten veroordeelden de moord op Samuel Paty en de aanslagen in Nice en benoemden ze als een aanval op de Europese waarden. Ook de voorzitter van de Europese Commissie, Ursula von der Leyen, en voorzitter van de Europese Raad, Charles Michel, veroordeelden de aanslagen en schaarden zich achter de Franse president.

De reacties uit de moslimwereld waren van een heel andere aard. Na de gebruikelijke relativiserende en holle slogan dat "geweld en terreur altijd af te keuren is en in alle religies voorkomt", kwam onmiddellijk een veroordeling van het beleid van president Macron dat zich richt tegen de islamitische terreur die Frankrijk treft.

Het tonen en verdedigen van Mohammedcartoons en het bestrijden van salafisme en jihadisme zou "islamofobie" zijn en olie op het vuur gooien. De Moslim Wereld Liga veroordeelde de aanslagen, maar tegelijkertijd riepen ze op om de islam en Profeet Mohammed niet te beledigen, omdat dat zou aanzetten tot haat en geweld. Een hele resem moslimlanden veroordeelde de Franse reactie tegen islamfundamentalisme en de Mohammedcartoons en pleitten voor begrenzing van de vrije meningsuiting, wanneer die de islam of de Profeet zou raken.

Algerije, Bangladesh, Jordanië, Egypte, Marokko, Saudi-Arabië, Pakistan, Maleisië en Iran maakten hun standpunt tegen de vrije, seculiere democratische rechtsstaat andermaal kenbaar en een aantal moslimlanden reageerden zelfs met een boycot tegen Franse producten.

De meest choquerende en dreigende reactie uit islamitische hoek, kwam van de oud-premier van Maleisië, Mahathir Mohamad. Hij tweette niks minder dan: "Moslims hebben het recht om boos te zijn en om miljoenen Fransen te vermoorden voor alle slachtpartijen in het verleden". In de andere berichten die Mahathir naar zijn 1,3 miljoen volgers stuurde, schreef hij dat moslims het recht hebben om de Fransen te straffen, omdat Frankrijk alle moslims de schuld heeft gegeven van de daad van één iemand. Hij verwees daarbij naar de moord op Paty. Ook tweette hij dat de Fransen "hun kinderen zouden moeten leren hoe ze de gevoelens van anderen respecteren". De Maleisische oud-premier kwam in het verleden al in opspraak met uitspraken die de Holocaust relativeerden en uitspraken over holebirechten. De bewuste tweet die de Franse burgers viseert is ondertussen reeds verwijderd.

Ce tweet, qui a pour ainsi dire appelé les musulmans français à assassiner des millions de leurs compatriotes, dépasse toutefois toutes les bornes et constitue de fait une déclaration de guerre à la France et à l'Occident libre. Les propos dangereux de l'ancien premier ministre malaisien s'inscrivent, comme l'illustre la récente série d'attentats évoqués ci-dessus, dans une haine fondamentale de notre civilisation européenne et de ses valeurs essentielles dont se nourrit l'islamisme. Ce ne sont pas les décapitations et les actes de violence commis par les terroristes musulmans au nom de leur foi qui suscitent l'indignation et une réaction de la part des pays musulmans et d'une grande partie de la communauté musulmane, mais le fait que l'on combatte ces phénomènes, comme en France notamment. Ils se sentent manifestement interpellés et atteints dans l'expression de leur religion lorsque l'on entend éradiquer le fondamentalisme musulman et le djihadisme. Rien ne prouve mieux que "l'islam est en crise", comme l'a affirmé le président Macron, voire qu'il n'a même jamais été rien d'autre qu'une foi guerrière militante. De même, les manifestations de masse de la communauté musulmane en Belgique et à l'étranger contre la personne du président Macron et contre la liberté d'expression, symbolisée par les fameuses caricatures de Mahomet, sont très inquiétantes.

La présente proposition de résolution demande dès lors au gouvernement de réagir sans équivoque au tweet de l'ancien premier ministre malaisien, compte tenu du contexte préoccupant d'intimidation et de terrorisme islamistes dans lequel nous nous trouvons. Nous demandons au gouvernement de faire observer au premier ministre malaisien le caractère inacceptable du tweet de son prédécesseur et de l'appeler à condamner ses propos avec la plus grande fermeté. Deuxièmement, nous demandons au gouvernement de demander des comptes à l'ambassadeur de Malaisie à Bruxelles pour les déclarations de son compatriote. Bien que Mahathir Mohamad ne soit plus en fonction, ce dernier jouit toujours d'un statut prestigieux en qualité d'ancien dépositaire de la plus haute fonction officielle en Malaisie, et le gouvernement malaisien actuel devrait dès lors adopter une position claire. Il montrerait ainsi que la Malaisie souhaite se trouver du bon côté dans cette guerre contre le fondamentalisme et le terrorisme islamistes, du côté de la communauté des États qui célèbrent la liberté et la civilisation.

Deze tweet, die Franse moslims nagenoeg opriep tot het vermoorden van miljoenen Fransen, is echter vele bruggen te ver en een *de facto* oorlogsverklaring aan Frankrijk en het Vrije Westen. De gevaarlijke uitspraken van de Maleisische oud-premier kaderen, zoals hierboven geschetst door de recente reeks terreuraanslagen, in een fundamentele islamitische haat tegen onze Europese kernwaarden en beschaving. Niet de onthoofdingen en gewelddaden namens hun geloof door moslimterroristen zorgen voor verontwaardiging en reactie bij moslimlanden en een aanzienlijk deel van de moslimgemeenschap, maar wél de bestrijding ervan door onder meer Frankrijk. Kennelijk voelen ze zich aangesproken en aangetast in de uiting van hun religie, wanneer men islamfundamentalisme en jihadisme met wortel en tak wil uitroeien. Dit levert het beste bewijs dat "de islam zich in crisis bevindt", naar de woorden van Macron, of zelfs nooit iets anders is geweest dan een militant soldatengeloof. Ook de massamanifestaties van de moslimgemeenschap in binnen- en buitenland tegen de figuur van Macron en tegen de vrijheid van meningsuiting, gesymboliseerd door de befaamde Mohammedcartoons, baren enorme zorgen.

Dit voorstel van resolutie verzoekt de regering dan ook om een duidelijke reactie op de tweet van de Maleisische oud-premier, gegeven de schrijnende context van islamitische intimidatie en terreur waarin we ons bevinden. Wij vragen de regering om de Maleisische premier te wijzen op het onaanvaardbare karakter van de tweet van zijn voorganger en zijn uitspraken ten strengste te veroordelen. Ten tweede vragen wij de regering om de Maleisische ambassadeur in Brussel verantwoording te laten afleggen voor de uitspraken van zijn landgenoot. Ook al is Mahathir Mohamad niet meer in functie, hij geniet nog steeds een status van aanzien als voormalige drager van het hoogste officiële ambt in Maleisië en de huidige Maleisische regering zou daarom een duidelijk standpunt moeten innemen. Dit zou ook communiceren dat Maleisië enigszins aan de juiste kant wil staan in deze oorlog tegen islamitisch fundamentalisme en terreur, aan de kant van de statengemeenschap die vrijheid en beschaving hoog in het vaandel draagt.

Barbara PAS (VB)
 Annick PONTHER (VB)
 Ellen SAMYN (VB)
 Steven CREYELMAN (VB)
 Kurt RAVYTS (VB)
 Pieter DE SPIEGELEER (VB)
 Marijke DILLEN (VB)

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. vu les nombreux attentats terroristes d'inspiration islamiste qui ont été commis récemment en France et en Autriche;

B. soulignant l'importance d'une réaction politique ferme et énergique face à la montée du fondamentalisme et du terrorisme islamistes, et vu les initiatives prises à cet effet par le gouvernement français;

C. soulignant que l'indignation et la condamnation de masse du monde musulman à l'égard de la lutte contre le fondamentalisme et terrorisme islamistes menée par le gouvernement français et que son plaidoyer en faveur d'une limitation de la liberté d'expression sont révélateurs d'une hostilité envers le modèle de civilisation libre et laïc de l'Occident;

D. estimant que les déclarations de l'ancien premier ministre malaisien, Mahathir Mohamad, sont inacceptables et constituent une menace directe adressée à la France et à ses citoyens;

E. vu les efforts que le gouvernement s'est engagé, dans l'accord de gouvernement, à fournir dans la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de condamner avec la plus grande fermeté les propos tenus par l'ancien premier ministre malaisien à la suite des attentats terroristes commis en France;

2. d'appeler le gouvernement malaisien à prendre fermement position contre les déclarations de l'ancien premier ministre, Mahathir Mohamad, et de les condamner;

3. de demander des comptes à l'ambassadeur de Malaisie à Bruxelles pour les déclarations de l'ancien premier ministre Mohamad.

5 novembre 2020

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. gelet op de recente veelvuldige islamitisch geïnspireerde terreuraanslagen in Frankrijk en Oostenrijk;

B. benadrukt het belang van een kordate en daadkrachtige reactie van het beleid op groeiend islamitisch fundamentalisme en terrorisme, en gelet op de initiatieven die daartoe door de Franse regering worden ondernomen;

C. wijst erop dat de massale verontwaardiging en veroordeling van de islamitische wereld ten aanzien van de bestrijding van islamfundamentalisme en -terrorisme door de Franse regering en hun pleidooi voor het beperken van de vrijheid van meningsuiting een vijandige houding aantoon tegenover het vrije seculiere westerse beschavingsmodel;

D. vindt dat de uitspraken van oud-premier van Maleisië, Mahathir Mohamad, van onaanvaardbaar karakter zijn en een regelrechte bedreiging vormen aan het adres van Frankrijk en zijn burgers;

E. gelet op de inspanningen die de regering beloofde te nemen in het kader van het regeerakkoord, met betrekking tot het bestrijden van extremisme en terrorisme;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. de uitspraken van de Maleisische oud-premier in de nasleep van de terreuraanslagen in Frankrijk ten stelligste te veroordelen;

2. de regering van Maleisië te vragen krachtig stelling in te nemen tegen de uitspraken van voormalig premier Mahathir Mohamad en deze te veroordelen;

3. de Maleisische ambassadeur in Brussel ter verantwoording te roepen voor de uitspraken van oud-premier Mohamad.

5 november 2020

Barbara PAS (VB)
Annick PONTHER (VB)
Ellen SAMYN (VB)
Steven CREYELMAN (VB)
Kurt RAVYTS (VB)
Pieter DE SPIEGELEER (VB)
Marijke DILLEN (VB)